

Les villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont-elles si dépendantes des importations alimentaires ?

Nicolas Bricas^{1,*}, Claude Tchamda² et Pauline Martin¹

¹ Cirad, UMR Moisa, 34398 Montpellier, France

² Afristat, Bamako, Mali

Résumé – Les flambées des prix alimentaires depuis 2007 ont relancé les discussions sur la dépendance alimentaire des pays les plus vulnérables, et en particulier de leurs villes. Peu d'études récentes confirment la stimulation de la production alimentaire par l'urbanisation que nombre d'auteurs avaient annoncé durant les années 1990. Cette étude vise donc à identifier les principales structures de la consommation alimentaire urbaine sur la base de 36 enquêtes nationales de consommation réalisées auprès des ménages dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Les résultats de ces enquêtes montrent que le riz et le blé importés dominent largement la ration amyliacée des citadins. Les produits amyliacés locaux (maïs, manioc, sorgho et, dans une moindre mesure, igname et plantain) ne sont cependant pas marginalisés partout. Ils gardent une place importante dans la consommation alimentaire de certaines villes de la région. Cela dit, les produits amyliacés ne représentent qu'environ le tiers de la valeur des dépenses alimentaires des urbains. Un second tiers environ est constitué des produits animaux et le dernier tiers des produits de sauce (légumes, légumineuses, huiles, sucres et condiments), des fruits et des boissons. Au sein de ces deux derniers tiers de la consommation, les produits locaux dominent largement. Sans sous-estimer la dépendance alimentaire des villes, un tel constat révèle la capacité des marchés urbains à entraîner le développement des filières alimentaires locales. De plus, les enjeux nutritionnels ont changé. Les apports caloriques sont de moins en moins des facteurs limitants, laissant place à un double fardeau nutritionnel : une surconsommation calorique combinée à des carences en micronutriments. Ce constat milite pour que les questions alimentaires ne portent pas seulement sur les céréales mais qu'elles englobent l'ensemble des produits alimentaires et notamment ceux qui contribuent à la diversification de la ration.

Mots clés : consommation alimentaire / urbanisation / importations

Abstract – **Are the cities of West and Central Africa so dependant on food imports?** Since 2007, international food prices spikes have relaunched the discussions on food dependency of vulnerable countries and cities. In the 1990's, many studies argued that local food production is stimulated by urbanization; this is not the case anymore and most researches focus on the issue of import dependency. In this study, we aim at identifying the main structures of food consumption in 15 west and central African countries. Based on 36 national household consumption surveys in these countries, we show that cities are not so heavily dependent on imports as usually assumed. First, although imported wheat and rice are dominant in starchy products consumed by city dwellers, we show that local starchy products (maize, cassava, sorghum, and to a lesser extent yam and plantain) are still heavily consumed. Second, starchy products represent only one third of the urban food consumption, in economic value. Animal products (another third of urban food consumption) and sauce products (vegetables, legume, oils, sugar and condiments) plus fruits and beverages (the last third) are mainly locally sourced. Such a finding reveals that urban food market is able to lead the development of local food chains. Given that calorie inputs are less and less important limiting factors for nutrition in the region under study, and that over-consumption of calories is often combined to micro-nutrients deficiency, we conclude that food policies must take into account all food products (instead of cereals only), and in particular those which contribute to diet diversification.

Keywords: food consumption / urbanization / imports

* Auteur de correspondance : nicolas.bricas@cirad.fr

1 Introduction

Les flambées des prix alimentaires sur les marchés internationaux en 2007–2008 et 2011–2012 ont provoqué une série d'émeutes urbaines, notamment en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bien que ces flambées n'aient pas été entièrement transmises sur les marchés de consommation locaux (Daviron *et al.*, 2011), elles ont affecté les populations vulnérables, en particulier en ville (Ruel *et al.*, 2010 ; Martin-Prével *et al.*, 2012). Ces émeutes ont mis en évidence la dépendance des citadins vis-à-vis des marchés internationaux pour se nourrir. En Afrique de l'Ouest, les importations alimentaires par habitant ont effectivement augmenté entre 1982–1983 et 2012–2013 (Tab. 1). Si la question de la dépendance alimentaire a été largement débattue durant les années 1980, au moment où les politiques d'ajustement structurel encourageaient une libéralisation des échanges agricoles, elle a fait l'objet de peu de travaux depuis les années 2000 (sauf Rakotoarisoa *et al.*, 2011). La libéralisation laissait craindre l'accentuation d'une tendance à l'extraversion des habitudes alimentaires liée à l'urbanisation, du fait :

- d'un mimétisme des citadins vis-à-vis de modèles de consommation occidentaux (Touré, 1981 ; Scardigli, 1983) ;
- des changements de modes de vie ;
- de l'augmentation du pouvoir d'achat (Sudrie, 1985 ; Delgado *et al.*, 1999).

Si les thèses du mimétisme et de l'occidentalisation ont été nuancées, voire contestées, à l'époque (Odéyé et Bricas, 1985 et Requier-Desjardins, 1989 pour le cas de l'alimentation en Afrique de l'Ouest ; Appadurai, 2005 plus généralement), elles restent présentes dans diverses analyses plus récentes en termes de transition alimentaire et nutritionnelle (Popkin, 1999 ; Maire et Delpeuch, 2004 ; Combris *et al.*, 2011). Ces thèses s'appuient surtout sur l'analyse des évolutions des grandes structures nutritionnelles des rations (part des glucides et lipides dans l'apport calorique, origine végétale et animale des protéines) et sur l'évolution des pathologies nutritionnelles (obésité, maladies cardiovasculaires). Elles concluent à une occidentalisation de l'alimentation sans porter plus d'attention aux consommations plus détaillées des aliments, aux cuisines ou aux pratiques et représentations alimentaires. Ces analyses insistent sur le rôle de l'urbanisation et de la libéralisation du commerce international et de la globalisation de la publicité (Brunel, 2009 ; Kearney, 2010).

On doit cependant constater en parallèle que la production alimentaire par habitant a nettement augmenté depuis les années 1980 pour l'Afrique de l'Ouest, et depuis les années 2000 pour l'Afrique centrale (Fig. 1). Cet accroissement s'est fait plus vite que celui de la population rurale, suggérant que la production alimentaire n'est plus uniquement destinée à l'autoconsommation. Elle semble être devenue une production commerciale destinée aux marchés intérieurs des pays, et notamment aux marchés urbains, ce qui pourrait confirmer que l'urbanisation a eu un effet d'entraînement sur la production alimentaire des pays comme de nombreux observateurs l'ont signalé dès les années 1990 (Leplaideur et Moustier, 1991 ; Bricas et Bridier, 1993 ; Cerdan *et al.*, 1995 ; Chaléard, 1996 ; Cour et Snrech, 1998, etc.).

Tableau 1. Évolution des quantités importées en kilogramme par personne et par an pour l'Afrique de l'Ouest.

Table 1. Evolution of imported food in kilogram per capita and per year for West Africa.

	1982–1983	2012–2013
Céréales	29,4	49,0
Huiles végétales	2,9	6,4
Équivalent lait	7,6	6,5
Viandes	0,5	1,6

Que peut-on dire de cette question 30 ans après les analyses des années 1980 ? Les connaissances sur la consommation alimentaire de ces pays et notamment sur les différences entre milieux urbains et ruraux restent très insuffisantes malgré des études de cas ponctuelles. Les données généralement utilisées pour rendre compte des changements alimentaires sont les disponibilités alimentaires, calculées à partir des données de production et d'échanges (importations et exportations) à l'échelle nationale. Elles ne permettent pas d'analyser les différences au sein des pays, en particulier entre ruraux et urbains. Pourtant, chaque pays de la région réalise des enquêtes auprès des ménages dans le but de calculer notamment l'indice des prix à la consommation, l'inflation ou le seuil de pauvreté. Malgré leur complexité et leur coût élevé, ces enquêtes sont désormais relativement régulières et bien maîtrisées par les instituts nationaux de statistique. Souvent très détaillées, elles sont une mine d'informations utiles pour tous ceux qui s'intéressent à l'alimentation (Smith, 2002). Elles ont jusqu'ici été peu utilisées dans ce sens, ce qui a motivé leur exploitation afin de caractériser la consommation alimentaire des urbains d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

2 Méthodologie

Cette étude s'appuie sur 36 enquêtes similaires menées sur d'importants échantillons et mesurant, directement auprès des ménages, la consommation alimentaire. Celle-ci est entendue comme la somme de l'autoproduction (terme préféré à celui d'autoconsommation car on se situe ici du point de vue des consommateurs et non des producteurs), des acquisitions non marchandes (dons, trocs) et des achats (le « marché »). Ces enquêtes mesurent, d'une part, la valeur économique des achats et, d'autre part, les quantités autoproduites et reçues en don, valorisées ensuite au prix du marché. Les analyses présentées ici sont donc faites en valeur économique ainsi entendue, et donc ni en quantité ni en valeur nutritionnelle, ce qui conduit à un point de vue nettement différent.

Deux types d'enquêtes sur les consommations des ménages ont été mobilisés pour cette étude :

- huit enquêtes réalisées en 2008 dans les métropoles des pays de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) (Abidjan, Bamako, Bissau, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou), sur un échantillon de 1 000 ménages par ville, soit 8 000 ménages au total. Ces enquêtes, destinées à calculer les coefficients budgétaires de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), sont désignées dans ce rapport par l'expression

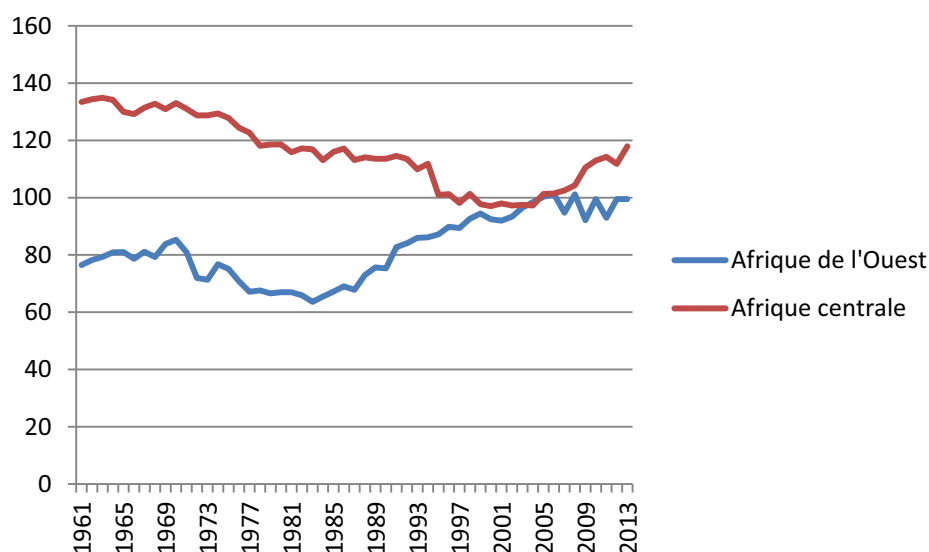


Fig. 1. Évolution de l'indice de la production alimentaire par habitant en Afrique de l'Ouest et du Centre (référence : 2004–2006).

Fig. 1. Evolution of the food production index per capita in West and Central Africa.

Source : FAOSTAT.

« IHPC 08 ». Elles ont toutes été réalisées la même année avec la même méthodologie, les mêmes produits alimentaires (234 références) et les dépenses sont toutes exprimées en franc CFA, ce qui permet des agrégations et des comparaisons ;

- 28 enquêtes appelées « enquêtes nationales sur les consommations des ménages » (ENCM) dans cette communication. Les neuf instituts nationaux de statistiques (INS), ayant collaboré à l'étude, ont fourni les résultats agrégés des deux ou trois enquêtes nationales disponibles, les plus récentes, réalisées dans leur pays respectif (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). Ces enquêtes sont signalées par un « # » dans cet article. Pour les sept autres pays (Burkina, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria, Sierra-Leone), les données agrégées de la dernière enquête disponible ont été fournies par la Banque mondiale et sont identifiées par un « * ». Les échantillons de ces 28 enquêtes sont variables d'un pays à l'autre et totalisent environ 224 000 ménages interrogés au cours de la décennie 2001 à 2011. Ces enquêtes n'ont pas été réalisées avec la même méthodologie, ni la même nomenclature de produits et à des années différentes, limitant les possibilités de comparaisons entre enquêtes (Tab. 2).

Il convient d'être prudent dans l'analyse des données ENCM car les enquêtes sur les consommations des ménages sont des opérations très complexes et difficiles, comportant de nombreux risques de biais (formulation des questions, recueil de l'information, mémoire des personnes interrogées, saisie des données et construction des données agrégées). Malgré d'importants progrès méthodologiques, les données obtenues peuvent être sujettes à caution. Elles permettent cependant d'appréhender les grandes structures de la consommation. C'est pourquoi les résultats sont présentés sous forme de graphiques plutôt que de tableaux afin de saisir surtout les ordres de grandeurs des structures étudiées.

Chaque pays dispose de sa propre définition des milieux urbain et rural : agglomérations administrativement reconnues centrales dans une zone donnée pour certains pays ; agglomération avec un seuil de population, de 5 000 à 20 000 selon les pays, parfois combiné à un seuil d'activités non agricoles. Les villes principales sont soit les capitales économiques, soit les capitales politiques, soit parfois les deux.

La liste des produits alimentaires issue des enquêtes analysées atteignait 1 826 items différents non codifiés. Un travail d'identification, de traduction et d'harmonisation a permis de réduire la liste à 745 items en français, traduits en anglais. Chacun d'eux a été codifié selon 160 catégories, créées de façon à intégrer la Classification of Individual Consumption by Purpose des Nations Unies (COICOP) qui permet d'harmoniser les concepts et les données d'enquêtes de consommation auprès des ménages. Pour faciliter les comparaisons structurelles, les aliments identifiés ont été regroupés en trois grandes catégories d'aliments : les céréales et les racines, tubercules et plantains (RTP) forment les produits amyliacés ; les viandes, poissons, produits laitiers et œufs constituent les produits animaux ; et enfin les autres produits comprennent les légumes, légumineuses, fruits, huiles, produits sucrés, condiments, boissons non alcoolisées et plats préparés. Cette codification et cette classification ont été validées par les INS pour cette étude.

Sur la base des connaissances de l'offre alimentaire par pays, l'origine géographique de chacun des aliments a été identifiée et permet de distinguer des aliments :

- d'origine nationale ou régionale (produits dans le pays ou dans un pays voisin) ;
- importés d'autres continents directement consommables (comme le riz asiatique) ;
- transformés localement à partir de matières premières importées d'autres continents (comme le pain de blé) ;
- d'origine géographique indéterminée ou pour lesquels il n'a pas été distingué s'il est local ou importé lors de l'enquête (par exemple le concentré de tomate local ou importé d'Europe).

Tableau 2. Caractéristiques des enquêtes sur la consommation des ménages utilisées.*Table 2. Characteristics of households' consumption surveys used for the analysis.*

Pays	Période enquête	Nom de l'enquête	Noms abrégés	Échantillon total de ménages	Nombre aliments	Définition du milieu urbain
Benin	2003	Questionnaire des Indicateurs de base du bien-être	Bénin 03* Cotonou 03*	5 350	23	Chef-lieu de commune de + de 10 000 hab. avec au moins une infrastructure ou arrondissement de + de 10 000 hab. avec 4 infrastructures
	08 2006 à 12 2007	Enquête modulaire Intégrée sur les conditions de vie des ménages	Bénin 07# Cotonou 07#	18 000	108	
	11 2011 à 01 2012	Enquête modulaire intégrée sur les conditions de vie des ménages 2	Bénin 11# Cotonou 07#	18 000	230	
Burkina Faso	05 à 07 2003	Enquête Burkinabé sur les conditions de vie des ménages	Burkina 03* Ouagadougou 03*	8 494	40	Les 45 chefs-lieux de province + 4 autres communes
Cameroun	2001	Enquête camerounaise auprès des ménages II (ECAM 2)	Cameroun 01# Yaoundé/Douala 01#	11 580	265	Agglomérations de + de 5 000 hab. avec infrastructures
	09 à 12 2007	Enquête camerounaise auprès des ménages III (ECAM 3)	Cameroun 07# Yaoundé/Douala 07#	11 391	282	
Cote d'Ivoire	05 à 07 2002	Enquête niveau de vie des ménages	Côte d'Ivoire 02# Abidjan 02#	10 800	100	Agglomérations de + de 10 000 hab. ou communes entre 4 000 et 10 000 hab. avec au moins 50 % des chefs de ménages non agricoles
	2008	Enquête niveau de vie	Côte d'Ivoire 08# Abidjan 08#	12 600	115	
Gambie	02 à 04 2004	<i>Integrated Household Survey</i>	Gambie 04* Banjul 04*	2 238	152	n. d.
Ghana	09 2005 à 09-2006	<i>Ghana Living Standards Survey</i>	Ghana 05* Accra 05*	8 687	115	Agglomérations de + de 5 000 hab.
Guinée Conakry	08 à 11 2007	Enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté	Guinée 07* Conakry 07*	7 095	109	Agglomérations de + de 5 000 hab. + 4 villes de 2 500 à 5 000 hab.
Liberia	08 à 09 2007	<i>Core Welfare Indicators Questionnaire</i>	Liberia 07* Monrovia 07*	3 595	178	n. d.
Mali	06 à 12 2006	Enquête légère intégrée auprès des ménages	Mali 06* Bamako 06*	4 494	94	Agglomérations de + de 5 000 hab. ou centres de districts
	2009	Enquête légère intégrée auprès des ménages	Mali 09# Bamako 09#	9235	187	
	2011	Enquête modulaire et permanente auprès des ménages	Mali 11# Bamako 11#	6912	20	
Mauritanie	08 à 11 2004	Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages	Mauritanie 04# Nouakchott 04#	9 385	91	Agglomérations de + de 5 000 hab.
	01 à 12 2008	Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages	Mauritanie 08# Nouakchott 08#	9 000	29	

Tableau 2. suite
Table 2. *countinued*

Niger	04 2007 à 04 2008	Enquête nationale sur le budget et la consommation des ménages	Niger 07# Niamey 07#	4 000	237	Chef-lieu d'une unité administrative disposant d'un certain nombre d'infrastructures
	2011	Enquête sur les conditions de vie des ménages agricoles	Niger 11# Niamey 11#	3968	126	
Nigeria	09 2003 à 08 2004	<i>Nigeria Living Standards Survey</i>	Nigeria 04* Lagos 04*	19 158	134	Agglomérations de + de 20 000 hab.
Sénégal	04 2001 à 04 2002	Enquête sénégalaise auprès des ménages	Sénégal 01# Dakar 01#	6 594	309	Agglomérations de + de 10 000 hab.
	12 2005 à 04 2006	Enquête de suivi de la pauvreté	Sénégal 06* Dakar 06*	13 568	30	
	08 à 12 2008	Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal	Sénégal 08# Dakar 08#	5953	49	
Sierra Leone	11 2002 à 10 2003	<i>Sierra Leone Integrated Household Survey</i>	Sierra Leone 03* Freetown 03*	3 719	103	n. d.
Tchad	02 2003 à 04 2004	Enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad	Tchad 03# Ndjamena 03#	6 697	122	Agglomérations de + de 5 000 hab.
	2011	Enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad	Tchad 11# Ndjamena 11#	9259	103	
Togo	07 & 08 2006	Questionnaire des indicateurs de base du bien-être	Togo 06# Lomé 06#	7 500	135	Lomé et autres communes
	2009	Questionnaire des indicateurs de base du bien-être	Togo 09# Lomé 09#	5532	141	
Pays UEMOA	2008	Enquêtes pour le calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation	IHPC 08 □	1000 par capitale	234	Seules les capitales économiques ont été enquêtées

3 Résultats

3.1 La domination des céréales importées n'est pas généralisée

À l'échelle nationale, la structure des rations amyliées révèle une grande hétérogénéité de situations au sein de la région étudiée. La consommation des pays sahéliens continentaux est dominée par les mils et sorghos, celle des pays du golfe de Guinée jusqu'au Cameroun se caractérise par une ration plus diversifiée où les racines, tubercules et bananes plantains occupent une place non négligeable.

En comparaison, la structure observée en ville (Fig. 2) paraît tendre vers un modèle où le riz et le blé occupent une place prépondérante. Ces deux céréales représentent au moins la moitié des consommations de produits de base, et même plus de 80 % pour les pays de l'extrême Ouest de la région. Cependant, même si les métropoles étudiées sont largement dépendantes du riz et du blé importés, on ne peut pas conclure à une marginalisation des productions locales dans toutes les villes. Certes les mils et sorghos ont une consommation désormais restreinte chez les

citadins, mis à part à Ndjamena et dans une moindre mesure à Bamako où le sorgho reste présent significativement. Mais le maïs, le manioc et l'igname, quasi intégralement produits localement, restent largement consommés dans de nombreuses villes. Dans les villes des pays sahéliens continentaux, le maïs a conquis une place de choix dans la ration céréalière. Dans les villes des pays du golfe de Guinée et au Cameroun, le maïs et les RTP perdent un peu d'importance au profit du blé mais restent quand même largement consommés. La pomme de terre, les taro et *macabo* et la banane plantain contribuent à la diversification des bases amyliées dans plusieurs villes (au Cameroun, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal, par exemple). Dans les métropoles côtières du golfe de Guinée, là où la consommation diversifiée des amyliés est déjà ancienne et où elle se maintient, l'importance cumulée du riz et du blé ne dépasse ainsi pas la moitié de la consommation de produits de base.

Si le riz a acquis une place de choix, il est en partie produit localement dans certains pays. Peu d'enquêtes distinguent malheureusement le riz local du riz importé dans la nomenclature des aliments consommés. Les enquêtes dans les capitales des pays de l'UEMOA réalisées la même année (2008) et avec la même méthode font cette distinction et permettent de calculer

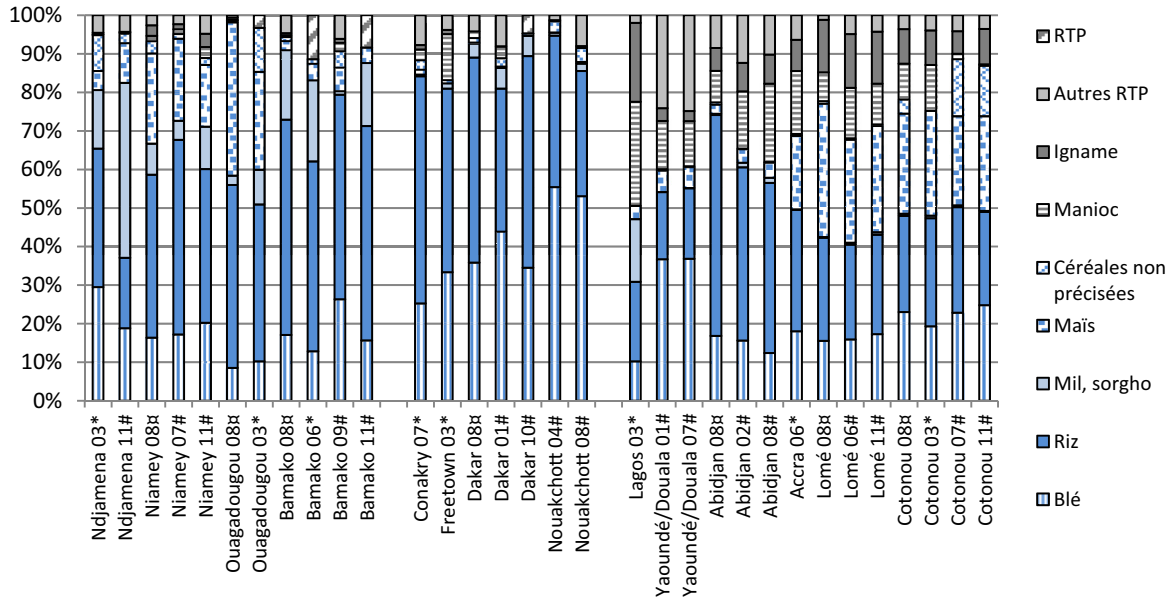


Fig. 2. Structure de la consommation des produits de base amyliacés dans les villes principales de l’Afrique de l’Ouest et du Centre (en valeur économique de la consommation).

Fig. 2. Structure of the consumption of starchy staple food in main cities of Western and Central Africa (in economic value of the consumption). Source : ENCM.

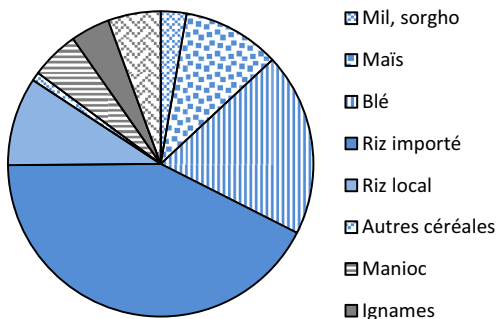


Fig. 3. Structure de la consommation des amyliacés dans les huit capitales de l’UEMOA.

Fig. 3. Structure of the consumption of starchy staple food in eight capital cities of UEMOA. Source : IHPC 08.

une moyenne pondérée par la population de la structure de la consommation amyliacée de cette zone économique (Fig. 3).

À eux seuls, le blé et le riz importés représentent 72 % de la valeur des céréales consommées et 62 % de tous les amyliacés. La dépendance des villes de l’UEMOA vis-à-vis du marché international pour les produits de base est donc considérable. Cette situation cache cependant d’importantes disparités puisque, à Bamako par exemple (Fig. 4), ces deux céréales importées représentent moins du tiers de la consommation des amyliacés, le riz local occupant 40 % de cette consommation. À Lomé (Fig. 4) et Cotonou, blé et riz importés ne totalisent respectivement que 41 et 44 % des amyliacés compte tenu de l’importance du maïs local (plus du tiers à Lomé et plus du quart à Cotonou) et des RTP (plus du cinquième dans les deux villes). Ces situations révèlent donc qu’il n’y a pas de fatalité à une domination des céréales importées dans les villes et que

les métropoles sahéliennes comme côtières peuvent assurer leur alimentation de base largement à partir de produits locaux.

3.2 La structure alimentaire s’équilibre

La répartition de la consommation entre les trois grandes catégories d’aliments (produits amyliacés, produits animaux et autres produits) montre une tendance à la diversification alimentaire en ville. En milieu rural, ces trois catégories représentent respectivement environ 49, 22 et 29 % de la valeur de la consommation en moyenne pondérée de la région étudiée. Ces proportions tendent à s’équilibrer en milieu urbain. Les amyliacés de base représentent 37 % de la valeur de la consommation alimentaire et leur part diminue avec l’augmentation du pouvoir d’achat. Les produits animaux représentent un second tiers de la consommation (33 %) et leur part augmente avec l’accroissement du pouvoir d’achat. Les autres produits en représentent enfin un peu moins d’un tiers (30 %). Au total donc, les céréales importées ne représentent que moins de 20 % de la valeur du panier alimentaire des citoyens. Environ les deux tiers du marché alimentaire urbain sont donc constitués d’une multitude de produits non céréalières.

D’où viennent ces produits ? À l’échelle de chaque pays, la répartition des origines pour chacune des trois grandes catégories d’aliments est présentée sur la Figure 5. En valeur, la part des produits d’origine locale dans la consommation des produits de base amyliacés varie entre 10 et 75 % selon les villes. Ces chiffres sont des minimums compte tenu de l’importance des produits dont l’origine n’était pas précisée dans les enquêtes. Là encore, on constate de fortes différences entre les villes, avec des cas contrastés comme Nouakchott où les produits importés totalisent entre les deux tiers et les trois quarts de la valeur des produits amyliacés et Lagos où ils en représentent seulement le quart.

Les produits animaux sont issus à 80 % de la production locale ou régionale. Il s'agit principalement de viandes sur pied ou découpées, de poissons frais ou congelés et d'œufs. Les produits laitiers transformés (lait concentré, yaourts) sont en partie importés et constituent une bonne partie des 20 % restants.

Au moins les deux tiers des « autres produits », catégorie très diversifiée, sont d'origine locale. Le quart des « autres produits » est constitué des légumes, parmi lesquels l'oignon, en partie importé, et la tomate occupent ensemble environ 40 % de ce poste. Les autres légumes, légumes-feuilles comme légumes-fruits, sont produits localement, souvent en périphérie des villes. Les huiles végétales constituent le cinquième des « autres produits ». Une partie des huiles est importée mais l'huile de palme, produit emblématique local et typique de la cuisine de la région côtière, y représente environ le tiers des huiles consommées. Le sucre représente entre 20 et 30 % du poste dans les pays sahéliens, du fait notamment de la consommation de thé à laquelle il est associé, mais il représente moins de 10 % dans les autres pays. Certains pays en produisent, d'autres en importent. Les condiments et épices et les fruits et noix sont essentiellement des produits locaux et occupent environ 20 % du poste. Les légumineuses, également locales, entre 10 et 20 %. Enfin, les boissons non alcoolisées et les aliments achetés à l'extérieur mais consommés à domicile représentent de 5 à 20 % des dépenses en autres produits. Leur origine peut être locale ou importée.

Pour les seules capitales des pays de l'UEMOA et en moyenne pondérée par leur population, la part des produits locaux ou régionaux, toutes catégories confondues, dans la valeur de la consommation alimentaire urbaine est de 61,3 %. Le reste se répartit entre les produits importés consommés tels quels (20,4 %), les produits transformés localement mais à base de matières premières importées (8,0 %), et les produits dont l'origine est indéterminée (10,3 %). Un tel résultat conduit à relativiser certaines représentations de la situation alimentaire africaine insistant sur la dépendance externe du continent pour nourrir ses villes. Ils montrent que les villes sont bien aussi des débouchés importants pour les productions nationales et régionales.

Si les pays de la région étudiée ont longtemps souffert de malnutrition protéino-énergétique liée à des situations de disponibilités alimentaires insuffisantes, les problèmes nutritionnels sont aujourd'hui d'une nature plus complexe. D'une part, l'insécurité alimentaire ne tient plus seulement à une insuffisante disponibilité alimentaire mais aussi à une capacité insuffisante d'accès à l'alimentation : c'est le manque d'accès à la terre, à des moyens de production et à des revenus suffisants qui conduit à un manque de nourriture. D'autre part, les pays de la région étudiée souffrent désormais surtout de malnutritions par carences en micronutriments (anémie ferriprive, carences en vitamine A, en zinc, en iode) dont les causes sont moins le manque de disponibilités alimentaires que la pauvreté, l'éducation et le statut des femmes (Smith et LHaddad, 1999 ; Moseley, 2010). En ville, de nouvelles pathologies nutritionnelles de pléthore (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires) sont de plus en plus répandues, liées à une surconsommation de graisse, de sucre et de sel par rapport à une activité physique réduite. Dans la région étudiée, la prévalence du surpoids en moyenne pondérée par la population de chaque pays était de 26,8 % et celle de l'obésité

de 6,7 % en 2008 selon les chiffres de l'OMS. L'enjeu des produits animaux et surtout des autres produits devient de ce fait très important. Nombre de ces produits apportent en effet des nutriments essentiels comme le fer, la vitamine A, les fibres, etc. qui continuent de manquer dans les régimes alimentaires, même si ceux-ci apportent suffisamment, voire trop, de calories. Cette nouvelle situation remet en cause la vision d'une nutrition réduite à la seule question des apports énergétiques et relativise l'importance souvent trop exclusive donnée à la question céréalière.

4 Conclusion

La question de l'extraversion de l'alimentation des villes africaines a été largement débattue dans les années 1980. Elle opposait les dénonciateurs de la dépendance vis-à-vis des importations du marché international à ceux qui insistaient plus sur les effets d'entraînement de l'urbanisation sur le développement agricole et la construction du marché intérieur. Les crises des prix en 2007–2008 et en 2011–2012 et les émeutes urbaines qui s'en sont suivies ont réactivé ce débat. Les revendications de souveraineté, d'autosuffisance, voire d'autonomie alimentaire, et la reconquête des marchés intérieurs sont à nouveau à l'ordre du jour.

Que nous apprennent les enquêtes sur la consommation alimentaires des ménages, et en particulier des ménages urbains, sur cette extraversion ?

Le riz et le blé sont devenus des céréales dominantes dans l'alimentation des citadins et semblent avoir marginalisé, au Sahel, les mils et sorgho qui restent largement consommés dans les zones rurales. Le blé est quasi totalement importé. Le riz l'est en grande partie mais sa production locale approvisionne largement les villes dans certains pays et s'avère donc compétitive. Dans les pays du golfe de Guinée, le maïs, le manioc, l'igname, la banane plantain, tous exclusivement produits localement, ne sont pas marginalisés dans l'alimentation des citadins. Il n'y a donc pas de mimétisme vers un modèle exogène, d'occidentalisation de la consommation des urbains, de tendance inéluctable vers une extraversion de la consommation. Les villes africaines inventent au contraire une cuisine originale où se mélangent des produits de diverses origines, locales ou lointaines. Comme elles ont incorporé à leur répertoire le maïs et l'arachide originaires de Mésopotamie ou le manioc du Brésil au XVI^e siècle, elles s'approprient le riz et le blé pour construire, avec d'autres produits, une identité alimentaire qui leur est propre : le riz au poisson dakarais et désormais sénégalais, l'*attiéké* (semoule de manioc) et le *garba* (met à base d'*attiéké* et de poisson) d'Abidjan, le *babenda* (met de feuilles, riz ou semoule de maïs et arachide) de Ouagadougou, l'*amala* (pâte de cossettes d'igname) de Lagos, très largement consommés dans leurs villes, n'ont rien d'occidentaux et sont le support des identités urbaines africaines. Faire ce constat signifie ne pas limiter l'analyse à la seule consommation de produits de base, ceux qui fournissent la majeure partie des calories. Il s'appuie sur la prise en compte d'une échelle plus fine d'observation, celle des mets et donc des sauces, celle aussi des pratiques et des représentations alimentaires.

Déplacer le regard depuis les calories vers les cuisines conduit à relativiser la focalisation qui a longtemps été faite sur

les céréales dans les problématiques alimentaires. Beaucoup d'efforts ont été consacrés pour suivre la situation des céréales et les politiques alimentaires se sont souvent réduites à des politiques céréalières. En ville, ces céréales ne représentent plus qu'environ un tiers des dépenses alimentaires. Les deux autres tiers sont constitués des produits de sauce : produits animaux, légumineuses, huiles, légumes, fruits, condiments, boissons non alcoolisées. Porter plus d'attention à tous ces produits comporte un double enjeu, nutritionnel et économique. Les problématiques nutritionnelles sont moins qu'autrefois les carences protéino-énergétiques. Au contraire, le surpoids et l'obésité atteignent désormais des niveaux alarmants dans les villes africaines. Les enjeux sont aujourd'hui davantage la diversification alimentaire pour lutter contre les carences en micronutriments, et la qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments pour éviter le développement de nouvelles pathologies liées à l'industrialisation de l'alimentation. Dans ce nouveau contexte, les produits animaux, les légumes et fruits, les produits peu transformés, doivent davantage focaliser l'attention. Le second enjeu est économique : la grande majorité des produits de sauce sont produits localement ou dans la région Ouest-africaine. En valeur, le marché urbain de ces produits est désormais nettement plus important que le marché urbain des céréales. Tous ces produits sont passés d'un statut de « cultures vivrières » qui étaient largement autoconsommées et marginalement commercialisées à un statut de « cultures de rentes » pour reprendre une ancienne opposition coloniale qui n'a plus guère de sens aujourd'hui. Les cultures alimentaires commerciales se sont considérablement développées pour ravitailler les villes, innovant pour adapter l'offre à la demande des citadins, généralement via des micro- et petites entreprises tenues en grande partie par les femmes (Broutin et Bricas, 2006). Ce secteur dit « informel » mais en fait très organisé, échappe largement aux politiques alimentaires qui ont parfois privilégié l'implantation de grandes entreprises industrielles à l'image plus moderne que ces millions d'emplois de l'économie populaire urbaine. L'Afrique de l'Ouest est encore en transition démographique et doit faire face au défi de créer des millions d'emplois chaque année. Le secteur qui assure aujourd'hui la connexion entre villes et campagnes par la transformation et la commercialisation, de même que le secteur de la distribution et de la restauration en ville, ont un potentiel considérable de création d'emplois, plus désirables pour les jeunes que ceux de l'agriculture. Le développement de ce secteur sous-tend l'effet d'entraînement de l'urbanisation sur l'agriculture locale. Et les formes que prendra ce développement représentent des enjeux très importants pour l'emploi, pour la santé et la nutrition et pour les cultures alimentaires.

En termes méthodologiques, ce que cette étude révèle est que tous les pays africains disposent d'une source d'information précieuse mais peu exploitée sur leur alimentation : les enquêtes sur la consommation des ménages. Bien que menées surtout pour un objectif de construction d'indicateurs macro-économiques, ces enquêtes peuvent être mobilisées pour analyser l'importance du recours au marché et à l'autoconsommation, l'importance de différents aliments dans la consommation selon leur rôle nutritionnel ou socioculturel, selon leur origine locale ou importée, artisanale ou industrielle, les différences de consommation entre villes principales, secondaires et zones rurales ou entre différents niveaux de revenus, etc. De plus, elles apportent un éclairage différent de

celui s'appuyant sur l'analyse des disponibilités alimentaires exprimées en valeur énergétique. Selon le point de vue économique ou nutritionnel, la dépendance alimentaire n'apparaît pas la même. L'exploitation de ces données d'enquêtes ne suffit cependant pas à renseigner toutes les questions de politiques ou de stratégies alimentaires. Elle doit être complétée par des approches plus spécifiques, par exemple de la consommation hors domicile, très importante en ville et encore mal connue, des pratiques d'achat ou de préparation culinaire et des représentations alimentaires, révélatrices des dynamiques socioculturelles. Mieux comprendre les changements alimentaires de sociétés qui évoluent rapidement est un enjeu tant pour l'agriculture que pour la nutrition et la santé, le commerce, l'emploi, les liens sociaux, la culture, etc. Car l'alimentation est l'un des meilleurs révélateurs des enjeux de société.

Remerciements. Les résultats présentés dans cet article sont issus d'une étude cofinancée par le Cirad, l'Agence française de développement sous la coordination de Marie-Cécile Thirion et de Florence Mouton, la Banque africaine de développement et la Commission européenne au travers du projet FP7/2007–2011 no 290693 FOODSECURE. Elle a mobilisé les instituts nationaux de statistique de neuf pays et en particulier : Sylvestre Dansou (INSAE – Bénin), Eric Jazet Kengap et Pierre Djou (INS – Cameroun), Christian Tape (INS – Côte d'Ivoire), Seydou Doumbia (INSTAT – Mali), Abdoulaye Alpha Wone (ONS – Mauritanie), Souleymane Alzouma (INS – Niger), Mamadou Ngalgar Kane (ANSD – Sénégal), Tchadéléki Biabalo Bahaze-Dao (DGSCN – Togo) et Zakaria Issak Abdelkerim (INSEED – Tchad). Mathilde Fassolette (étudiante AgroCampus de Rennes en stage au Cirad), Maimouna Ba (étudiante AgroParisTech en stage au Cirad) et Madior Fall (Afristat) ont contribué à l'analyse des données. Symphorien Tabo (Afristat) a apporté un appui à l'INSEED du Tchad. Olivier Dupriez (Banque mondiale) a extrait et compilé des données issues de la base de données microdata de la Banque mondiale.

Références

- Appadurai A. 2005. Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation. Paris: Payot, coll. « Petite Bibliothèque ».
- Bricas N, Bridier B. 1993. La valorisation des produits vivriers : avec quelles entreprises agro-alimentaires ? In: Muchnik J, eds. Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales. Paris: L'Harmattan, pp. 295–306.
- Broutin C, Bricas N. 2006. Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne ; le rôle des micro- et petites entreprises. Paris: Éditions du Gret, coll. « Études et travaux », 128 p.
- Brunel S. 2009. Nourrir le monde, vaincre la faim. Paris: Larousse, 285 p.
- Cerdan C, Bricas N, Muchnik J. 1995. Organisation alimentaire urbaine, l'approvisionnement de Cotonou en produits vivriers. *Cah Rech Dev* 40: 76–97.
- Chaléard J-L. 1996. Temps des villes, temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Paris: Karthala, coll. « Hommes et Sociétés », 661 p.
- Combris P, Maire B, Requillart V, Caillavet F, Champenois A, Dury S, *et al.* 2011. Consommation et consommateurs. In: Esnouf C, Russel

- M, Bricas N, eds. Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique DuALIne. Versailles: Editions Quae, pp. 37–59.
- Cour JM, Snrech S. 1998. Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Paris: OCDE, Club du Sahel, 157 p.
- Daviron B, Dembele N, Murphy S, Shahidur R. 2011. Volatilité des prix et sécurité alimentaire. In: Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome: CSA-HLPE, 83 p.
- Delgado C, Rosegrant M, Steinfeld H, Ehui S, Courbois V-C. 1999. Livestock to 2020. The next food revolution. Washington: IFPRI, FAO, ILRI.
- Kearney J. 2010. Food consumption trends and drivers. *Philos Trans R Soc Biol Sci* 27, 365(1554): 2793–2807, doi: [10.1098/rstb.2010.0149](https://doi.org/10.1098/rstb.2010.0149).
- Leplaideur A, Moustier P. 1991. Dynamique du vivrier à Brazzaville. Les mythes de l'anarchie et de l'inefficace. *Cah Sci Hum* 27(1–2): 147–157.
- Maire B, Delpeuch F. 2004. La transition nutritionnelle l'alimentation et les villes dans les pays en développement. *Cah Agric* 13(1): 23–30.
- Martin-Prével Y, Becquey E, Tapsoba S, Castan F, Coulibaly D, Fortin S, *et al.* 2012. The 2008 food price crisis negatively affected household food security and dietary diversity in urban Burkina Faso. *J Nutr* 142(9): 1748–1755, doi: [10.3945/jn.112.159996](https://doi.org/10.3945/jn.112.159996).
- Moseley W-G. 2010. Neoliberal policy, rural livelihoods and urban food security in West Africa: a comparative study of the Gambia, Côte d'Ivoire and Mali. *Proc Natl Acad Sci USA* 107(13): 5774–5779.
- Odéyé M, Bricas N. 1985. À propos de l'évolution des styles alimentaires à Dakar. In: Bricas N, Courade G, Coussy J, Hugon P, Muchnik J, eds. Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne. Paris: L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », pp. 179–195.
- Popkin B-M. 1999. Urbanization, lifestyle changes and the nutrition transition. *World Dev* 27: 1905–1916.
- Rakotoarisoa M-A, Lafrate M, Paschali M. 2011. Why has Africa become a net food importer? Explaining Africa agriculture and food trade deficits. Rome: FAO, Trade and Markets Division, 85 p.
- Requier-Desjardins D. 1989. L'alimentation en Afrique : manger ce qu'on peut produire. Paris: Karthala et PUSAF, 169 p.
- Ruel M-T, Garrett J-L, Hawkes C, Cohen M-J. 2010. The food, fuel, and financial crises affect the urban and rural poor disproportionately: a review of the evidence. *J Nutr* 140(1): 170S–176S.
- Scardigli V. 1983. La consommation, culture du quotidien. Paris: PUF, 254 p.
- Smith L. 2002. Keynote paper : the use of household expenditure surveys for the assessment of food insecurity. In FAO. Measurement and assessment of food deprivation and undernutrition. In: *Proceeding of International Scientific Symposium*, Rome, 26–28 June 2002.
- Smith L, Haddad L. 1999. Explaining child malnutrition in developing countries: a cross-country analysis. Washington: IFPRI, Food Consumption and Nutrition Division.
- Sudrie O. 1985. Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique sub-saharienne : une relation controversée. *Tiers-Monde* 26(104): 861–878.
- Touré A. 1981. La civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire ; procès d'occidentalisation. Paris: Karthala, 276 p.

Citation de l'article : Bricas N, Tchamda C, Martin P. 2016. Les villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont-elles si dépendantes des importations alimentaires ? *Cah. Agric.* 25: 55001.